

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 31/03

ÉFAI – 030069 – AMR 46/003/2003

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

Craintes pour la sécurité / Passage à tabac et manœuvres d'intimidation

PÉROU Gloria Cano (f), avocate spécialisée dans la défense des droits humains, employée de l'*Asociación pro Derechos Humanos* (APRODEH, Association pour les droits humains)

Londres, le 29 janvier 2003

Amnesty International est préoccupée par la sécurité des membres de l'*Asociación pro Derechos Humanos* (APRODEH, Association pour les droits humains) car Gloria Cano, une avocate qui travaille pour cette organisation, a été agressée le 27 janvier 2003 devant les locaux de l'APRODEH à Lima, la capitale.

Selon les informations recueillies, une vingtaine d'inconnus ont entouré Gloria Cano et se sont mis à la frapper et à l'insulter. Les agresseurs seraient des sympathisants de l'ancien président Alberto Fujimori. Gloria Cano a pu s'échapper grâce à l'intervention de quelques-uns de ses collègues de l'APRODEH, qui sont venus lui porter secours. Les assaillants ont ensuite tenté de s'introduire de force dans les locaux de l'association, et ont déclaré qu'il ne s'agissait là que du début d'une série d'actions menées contre l'APRODEH et ses employés. Gloria Cano est allée signaler les faits à la police le jour même.

Amnesty International pense que l'attaque menée contre Gloria Cano et les membres de l'APRODEH est directement liée à la campagne contre l'impunité et la corruption au Pérou lancée par cette association le 23 janvier 2003. L'objectif de cette campagne est d'obtenir, à terme, qu'Alberto Fujimori, ancien président du Pérou, soit extradé du Japon. Amnesty International estime que cette agression a été commise dans le but d'intimider les employés de l'APRODEH et de les inciter à abandonner leur campagne.

Spécialiste de la défense des droits humains, Gloria Cano est une avocate de renom. Elle a représenté des victimes et leurs proches dans des affaires retentissantes concernant des violations des droits fondamentaux commises lorsqu'Alberto Fujimori était au pouvoir. Elle a notamment travaillé sur le dossier des 15 personnes, dont un enfant, sommairement exécutées en 1991 à Barrios Altos (Lima), ainsi que sur l'affaire des neuf étudiants et du professeur tués en 1992 à l'université de La Cantuta, à Lima. Ces deux massacres avaient été perpétrés par le *Grupo Colina*, un escadron de la mort composé de militaires. Les forces de sécurité avaient déclaré que les victimes étaient des membres du Sentier lumineux, un groupe armé d'opposition.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

En novembre 2000, le président Alberto Fujimori, accusé de fraude électorale et de corruption, s'est réfugié au Japon et a démissionné. Depuis lors, il n'a jamais quitté ce pays. Les autorités péruviennes réclament son extradition vers le Pérou afin de le juger pour corruption et de l'amener à rendre des comptes au sujet de certaines violations des droits humains, notamment les homicides et les « disparitions » des affaires de l'université de La Cantuta et du massacre de Barrios Altos. Les autorités lui reprochent d'avoir eu parfaitement connaissance des opérations menées par l'escadron de la mort dénommé *Grupo Colina*.

Par le passé, les membres du personnel de l'APRODEH ont déjà été la cible de menaces et d'actes d'intimidation liés aux campagnes que mène cette association contre les violations des droits humains commises sous le gouvernement d'Alberto Fujimori. En 1992, après avoir porté plainte au nom des proches des victimes des homicides perpétrés à l'université de La Cantuta, l'APRODEH avait reçu des menaces de mort et des couronnes mortuaires portant le nom des responsables de l'association.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la sécurité de Gloria Cano, une avocate spécialiste des droits fondamentaux qui travaille pour l'Asociación pro Derechos Humanos (APRODEH, Association pour les droits humains) et qui a été frappée, menacée et insultée par un groupe composé d'une vingtaine d'inconnus devant les locaux de cette organisation ;
- faites part de votre inquiétude quant à la sécurité des membres de l'APRODEH et des autres organisations non gouvernementales qui militent pour mettre fin à l'impunité et pour obtenir l'extradition de l'ancien président Alberto Fujimori, actuellement réfugié au Japon ;
- faites part de l'inquiétude que vous inspire le fait que cette agression semble avoir été commise en vue d'intimider les employés de l'APRODEH et de les faire renoncer à la campagne qu'ils mènent pour mettre un terme à l'impunité et à la corruption et pour obtenir l'extradition d'Alberto Fujimori ;
- demandez instamment qu'une enquête soit menée sur l'attaque dont a été victime Gloria Cano, et que les auteurs présumés de cette agression soient traduits en justice ;
- exhortez les autorités à prendre toutes les mesures en leur pouvoir pour empêcher que de tels actes d'intimidation envers les défenseurs des droits humains ne se reproduisent, et pour permettre à ces personnes de poursuivre leurs activités légitimes sans crainte de représailles.

APPELS À :

Ministre de la Justice :

Dr. Fausto Alvarado Dodero
Ministro de Justicia
Ministerio de Justicia
Scipión Llona 350
Miraflores
Lima 18, Pérou
Fax : +511 422 3577

Formule d'appel : *Estimado Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Procureure générale :

Dra. Nelly Calderón Navarro
Sra. Fiscal de la Nación
Fiscalía de la Nación
Av. Abancay, cuadra 5 s/n
Lima 1, Pérou
Fax : +511 427 1792

Formule d'appel : *Señora Fiscal de la Nación, / Madame la Procureure générale,*

Ministre de l'Intérieur :

Ab. Alberto Sanabria
Ministro del Interior
Ministerio del Interior
Plaza 30 de Agosto s/n,
Urb. Córpac
San Isidro
Lima 27, Pérou
Fax : +511 224 2405

Formule d'appel : *Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

COPIES À :

Ministre des Affaires étrangères :

Canciller Alan Wagner Tizón
Ministro de Relaciones Exteriores
Ministerio de Relaciones Exteriores
Jr. Ucayali 363
Lima 1, Pérou
Tx : 20467/20742 pe estado
Fax : +511 311 2406

Formule d'appel : *Estimado Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Organisation de défense des droits humains :

APRODEH
Jirón Pachacútec, 980
Jesús María
Lima 11
Pérou
Fax : +51 1 431 0477

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Pérou dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 12 MARS 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*